

CSO
N°188
DU 15/02/2019

ARRET CIVIL
CONTRADICTOIRE

3^{ème} CHAMBRE CIVILE,
COMMERCIALE et
ADMINISTRATIVE

AFFAIRE

La société KONE ISSOUF
TRANSPORT (KIT)
Cabinet GUIRO & Associés

C/

1-Monsieur KONE ADAMA
DOFAGA
2-BICICI
SCPA DOGUE-ABBE YAO &
Associés



Grosse délivrée le 22/02/19
KONE Adama

COUR D'APPEL D'ABIDJAN

**TROISIEME CHAMBRE CIVILE,
COMMERCIALE ET ADMINISTRATIVE**

AUDIENCE DU VENDREDI 15 FEVRIER 2019

La troisième chambre civile, commerciale et administrative de la Cour d'Appel d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du vendredi quinze février deux mil dix-neuf à laquelle siégeaient :

Madame TIENDAGA Gisèle, Président de Chambre, Président ;

Monsieur KOUAME Georges et Monsieur TOURE Mamadou, Conseillers à la Cour, Membres ;

Avec l'assistance de Maître TOKPA Alexandre, Greffier ;

A rendu l'arrêt dont la teneur suit dans la cause ;

ENTRE : La société KONE ISSOUF TRANSPORT (KIT), en abrégé KIT, société à Responsabilité Limitée, au capital de 1 000 000 F/CFA, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier d'Abidjan sous le numéro CI-ABJ-2015-B-6965, dont le siège social est sis à Abidjan Yopougon, troisième pont, juste à l'entrée de la zone industrielle, 01 BP 6469 Abidjan 01, agissant aux poursuites et diligences de son représentant légal, Monsieur KONE Issouf, gérant, demeurant es qualité au susdit siège social ;

APPELANTE ;

Représentant et concluant par le cabinet GUIRO & Associés, Avocats à la Cour, son conseil ;

D'UNE PART ;

Et : 1-Monsieur KONE Adama Dofaga, né le 22 juillet 1981 à Kebi, Ivoirien, Enseignant, domicilié à Abidjan Yopougon Niangon, cel : 08 82 71 80 ;

Comparant et concluant en personne ;

2-La Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire dite BICICI, SA au capital de 15 000 000 000 F/CFA, sise à Abidjan Plateau, Avenue Franchet d'Experey, 01 BP 1293 Abidjan 01, tel : 20 20 16 00 Fax 20 20 17 00, prise en la personne de son représentant légal ;

Représentée et concluant par la SCPA DOGUE-ABBE Yao & associés avocats à la Cour, son conseil ;

INTIMES ;
D'AUTRE PART ;

Sans que les présentes qualités puissent ni nuire ni préjudicier en quoi que ce soit aux droits et intérêts respectifs des parties en cause, mais au contraire et sous les plus expresses réserves des faits et de droit ;

FAITS : Le Tribunal de Première Instance de Yopougon statuant en la cause, en matière civile, a rendu l'ordonnance n°327R du 20 mars 2018, aux qualités de laquelle il convient de se reporter ; Par exploit en date 23 avril 2018, la société KONE ISSOUF TRANSPORT déclare interjeter appel de l'ordonnance sus-énoncée et a, par le même exploit assigné Monsieur KONE Adama Dofaga et la BICICI à comparaître par devant la Cour de c siège à l'audience du vendredi 18 mai 2018, pour entendre infirmer ladite ordonnance ;

Sur cette assignation, la cause a été inscrite au Rôle Général du Greffe de la Cour sous le n°1111 de l'an 2018 ;

Appelée à l'audience sus-indiquée, la cause après des renvois a été utilement retenue le vendredi 23 novembre 2018 sur les pièces, conclusions écrites et orales des parties ;

DROIT : En cet état, la cause présentait à juger les points de droit résultant des pièces, des conclusions écrites et orales des parties ;

La Cour a mis l'affaire en délibéré pour rendre son arrêt à l'audience du vendredi 15 février 2019 ;

Advenue l'audience de ce jour vendredi 15 février 2019, la Cour vidant son délibéré conformément à la loi, a rendu l'arrêt suivant :

LA COUR

Vu les pièces du dossier de la procédure ;

Ouï les parties en leurs demandes, fins et conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EXPOSE DU LITIGE

Par exploit du 23 avril 2018, la société KONE ISSOUF Transport dite KIT a attrait Monsieur KONE Adama Dofaga et la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire dite BICICI devant la cour d'appel de ce siège pour relever appel de l'ordonnance N°327 R rendue le 20 mars 2018 par la juridiction

d

présidentielle du tribunal de première instance de Yopougon dont le dispositif est le suivant :

«Rejetons l'exception de nullité de l'acte d'assignation soulevée par le défendeur ;

Déclarons en conséquence la société KONE ISSOUF TRANSPORT recevable en son action ;

L'y disons cependant mal fondée, l'en déboutons ;

Mettons les dépens à sa charge. »

L'appelante n'ayant pas enrôlé la procédure, monsieur KONE Adama Dofaga a sollicité et obtenu l'ordonnance N°269/2018 du premier président de la cour d'appel autorisant l'enrôlement sur copie de la présente affaire ;

La société KIT explique que suite à un jugement social la condamnant à payer des indemnités de licenciement à son ex employé, celui-ci a par exploit d'huissier daté du 29 janvier 2018 pratiqué une saisie attribution de créances sur son compte bancaire ouvert dans les livres de la BICICI ;

Ladite saisie lui ayant été dénoncée le 31 janvier 2018, elle a saisi le juge de l'exécution aux fins d'ordonner la mainlevée ; Celui-ci vidant son délibéré a rendu l'ordonnance précitée dont elle relève appel ;

Elle soutient que l'exploit de dénonciation est nul pour avoir violé les dispositions de l'article 160 de l'acte uniforme portant sur les voies d'exécution ;

En effet selon elle, il est mentionné dans l'exploit que le délai d'un mois vient à expiration le 6 mars 2018 au lieu du 05 mars 2018 ;

Ainsi pour l'appelante, l'inexactitude de la date d'expiration du délai équivaut à un défaut de cette mention de sorte que l'exploit de dénonciation doit être déclaré nul ce qui entraîne conséquemment la mainlevée de la saisie ;

Elle sollicite donc l'infirmer de l'ordonnance attaquée

En répliques, l'intimé affirme qu'il y'a certes une erreur sur l'indication du délai, mais elle ne peut entraîner la nullité de l'exploit dans la mesure où ladite nullité a un caractère relatif surtout que l'erreur sur le délai n'a causé aucun préjudice à l'appelant ;

Il sollicite donc la confirmation de la décision critiquée ;

La BICICI n'a pas conclu ;

SUR CE

La BICICI a comparu par le canal de son conseil ;



Les parties ont conclu, il y a lieu de statuer
contradictoirement à l'égard de tous ;

EN LA FORME

L'appel ayant été interjeté dans les forme et délai
prescrits par la loi, il est recevable ;

AU FOND

SUR LE BIEN FONDE DE L'APPEL

L'appelante invoque la nullité de l'exploit de
dénonciation au motif que la date d'expiration du délai
de contestation mentionnée est erronée ;

L'article 160 de l'Acte Uniforme portant procédures
simplifiées de recouvrement de créances et voies
d'exécution énonce que : « Dans un délai de huit jours, à
peine de caducité, la saisie est dénoncée au débiteur par
acte d'huissier ou d'agent d'exécution.

Cet acte contient à peine de nullité :

1°) une copie de l'acte de saisie ;

2°) en caractères très apparents l'indication que les
contestations doivent être soulevées, à peine
d'irrecevabilité, dans un délai d'un mois qui suit la
signification de l'acte et la date à laquelle expire ce délai
ainsi que la désignation de la juridiction devant laquelle
les contestations pourront être portées.(...) ».

Il ressort de l'acte de dénonciation du 02 février 2018
produit aux débats que la date à laquelle expire le délai
d'un mois pour élever des contestations est le 06 mars
2018;

Il est constant que le délai de l'espèce est franc ;

Ainsi, pour une signification faite le 2 février 2018, le
délai commence à courir à partir du 03 février 2018 pour
prendre fin le 04 mars 2018.

Cette date correspondant à un dimanche, le dernier jour
utile est donc le lundi 05 mars 2018 et non le mardi 06
mars 2018 comme indiqué dans l'exploit de
dénonciation ;

En tout état de cause, il est de jurisprudence constante
que l'erreur sur l'indication du délai de contestation ne
peut entraîner la nullité dès lors qu'il résulte de l'exploit
que le saisi a disposé d'un délai d'un mois à compter de
la date de la signification pour former toutes
contestations comme l'exige l'article 160 de l'acte

uniforme sur les procédures de recouvrement simplifiées et les voies d'exécution ;

Il n'est pas contesté que jusqu'au 06 mars 2018, la société KIT a disposé d'un délai d'un mois à compter de la date signification de l'acte de saisie pour former toutes ses contestations ;

Dès lors, il convient de déclarer la société KIT mal fondée en son appel ;

SUR LES DEPENS

L'appelante succombant, il y'a lieu de mettre les dépens à sa charge ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière civile et en dernier ressort ;

EN LA FORME

Déclare la société KONE ISSOUF TRANSPORT recevable en son appel ;

AU FOND

L'y dit mal fondée ;

L'en déboute

Confirme l'ordonnance attaquée ;

Met les dépens à sa charge.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement par la cour d'appel d'Abidjan (Côte d'Ivoire) les jours, mois et an que dessus.

Et ont signé le Président et le greffier.

N° 00 28 27 94

D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le 12 MARS 2019
REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 21
N° 111 Bord 171, 10

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre

L'Enregistrement et du Timbre
Le Chef du Domaine de
REQU : Dix huit mille francs
N°
REGISTRE AL. vol.
Le 12 Mars 1918
ENREGISTRE AU PLATEAU
D.F. 18.000 francs